

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel - Habitat

JJ/2024/24

Dossier suivi par Jade JUIGNET
Tél : 02 72 77 23 18

COMPTE RENDU
RÉUNION DU 21 FÉVRIER 2024

DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DES CERQUEUX (ENTREPRISE TRANSPORTS BRÉMOND)
EXAMEN CONJOINT DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Présents :

Joël POUPARD, Maire des Cerqueux

Louis-Marie GUETTÉ, Premier adjoint au Maire des Cerqueux, Conseiller
Communautaire en charge de l'Aménagement, la gestion et l'entretien des zones
d'activités artisanales

Charles AUDEBAULT, Chef de service Aménagement Zones et Assistance
Développement, Cholet Agglomération

Jade JUIGNET, Juriste en urbanisme, Cholet Agglomération

Excusés :

Alain PICARD, Vice-Président, Cholet Agglomération

Matthieu BENEZECH, Secrétaire Général, Sous-Préfecture de Cholet

Christelle MORANCAIS, Présidente, Région Pays de la Loire

Christelle TOUCHAIS-PINON, Chef de pôle et coordinatrice de l'Antenne régionale de
Maine-et-Loire, Région Pays de la Loire,

Florence DABIN, Présidente, Département de Maine-et-Loire

Claire SALAÜN, Chargée de mission appui aux territoires, Département de Maine-et-Loire

Gaëlle GILET, Responsable de l'unité Urbanisme Planification Aménagement, Direction
Départementale des Territoires (DDT) de Maine-et-Loire

Thierry BERTHOMÉ, Chargé d'études Urbanisme Planification Aménagement, DDT de
Maine-et-Loire

Matthieu BILLIARD, Président, CCI de Maine-et-Loire

Annabelle MICHEL, Chargée de mission Aménagement du Territoire, Chambre de
Commerce et d'Industrie (CCI) de Maine et Loire

Nadège DENEKUYDT, Présidente, Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) de
Maine-et-Loire

Marc BÉALET, Responsable d'antenne, CMA de Maine-et-Loire

Denis LAIZÉ, Président, Chambre d'Agriculture (CA) de Maine-et-Loire

Stéphane LEURS, Chargé de mission aménagement, CA de Maine-et-Loire

Damien LE GOFF, Ingénieur d'études sanitaires, Agence Régionale de Santé (ARS)
Pays de la Loire

I. DÉROULEMENT DE L'EXAMEN CONJOINT

La réunion a pour objet l'examen conjoint de la Déclaration de Projet (DP) emportant
mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Cerqueux
liée au projet de l'entreprise TRANSPORTS BRÉMOND, par les Personnes Publiques

Associées (PPA), conformément aux exigences du Code de l'urbanisme.

Les PPA ont été invitées par courrier à participer à cette réunion. Cette invitation était accompagnée de la notice explicative qui sera mise à l'enquête publique ainsi que l'évaluation environnementale sur le projet d'évolution du document d'urbanisme.

Jade JUIGNET accueille les participants et les invite à débiter la réunion. Elle commence alors la présentation du diaporama. La présentation a pour objet le rappel du projet de l'entreprise, des évolutions du PLU envisagées, de l'étude des incidences du projet sur l'environnement, ainsi que l'analyse du respect des normes supérieures. Après cette présentation, elle fait un point d'étape sur la procédure. La MRAe s'est prononcée le 19 février 2024 sur le projet. Dans son avis délibéré, elle a formulé de multiples recommandations sur le projet et le rapport d'évaluation environnemental produit. Elles portent principalement sur la définition de la compensation de la zone humide impactée par le projet ainsi que sur la prise en compte du risque de perturbation d'une espèce protégée. Des recommandations tenant à la stratégie paysagère globale du projet, sur l'opportunité de préciser les éléments quantitatifs et qualitatifs des aménagements prévus en faveur de l'environnement au sein des dispositions du PLU, ou encore sur les indicateurs de suivis à définir sont également formulés.

La CDPENAF a rendu un avis favorable sous réserve que la percée dans la haie prévue n'excède pas 6 mètres et que les linéaires de haie créées soient protégés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Une seconde réserve émise tenait à la limitation au maximum de l'imperméabilisation des aires de stationnement et de circulation.

La collectivité a répondu à cet avis. Concernant l'ouverture de la haie, elle a expliqué que l'objectif de limiter l'ouverture à 6 mètres ne pouvait techniquement être tenu compte tenu du dimensionnement de la chaussée nécessaire au passage des poids lourds. Sur le volet de la protection des haies à créer, elle a pu préciser que l'une des haies devait être protégée au titre de l'article L.151-19 et non de l'article L.151-23, afin de respecter la mise en œuvre de la séquence Éviter-Réduire-Compenser dans le projet. Enfin concernant la limitation de l'imperméabilisation, la collectivité a indiqué accompagner le porteur de projet pour s'inscrire dans cette démarche.

La Chambre d'Agriculture a rendu un avis favorable sous réserve que l'accès au reliquat de la parcelle agricole soit assuré, afin d'en permettre l'exploitation.

La Direction Départementale des Territoires (DDT) a rendu un avis favorable sous réserve que le nouveau linéaire de haie créé soit protégé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

Le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) a indiqué qu'aucun espace forestier n'étant inclus dans le périmètre, elle n'avait pas d'observation à formuler.

L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) n'avait pas de remarque particulière sur le projet, ce dernier n'ayant pas d'incidence directe sur les Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) et Indications Géographiques Protégées (IGP) présentes dans le secteur entourant la commune.

II. RÉACTIONS ET AVIS DES PPA

Charles AUDEBAULT réagit sur le contenu de l'avis de la MRAe. Les recommandations formulées sont nombreuses. Les services travaillent sur la réponse à apporter à ces dernières. Toutes les recommandations ne pourront être suivies, en l'absence d'information technique sur certains sujets évoqués.

Jade JUIGNET précise que le bureau d'études qui a réalisé l'évaluation environnementale est mobilisé sur le sujet et doit apporter des compléments permettant de répondre aux recommandations de la MRAe.

Louis-Marie GUETTÉ demande quelle est la portée de l'avis de la MRAe.

M. AUDEBAULT répond que l'avis n'est pas formulé comme étant favorable ou défavorable. Il permet toutefois d'apprécier la qualité de l'évaluation environnementale réalisée en vue d'éclairer le maître d'ouvrage dans sa décision et d'améliorer l'information du public.

Joël POUPARD demande si le commissaire enquêteur désigné a fait un retour à la lecture de cet avis.

Mlle JUIGNET précise avoir envoyé l'avis au commissaire enquêteur et attendre qu'il

revienne vers la collectivité.

III. SUITE DE LA PROCÉDURE

Le présent procès-verbal, établi à l'issue de la réunion d'examen conjoint, sera joint au dossier soumis à enquête publique.

Des modifications pourront être faites au dossier en vue de son approbation. Les points motivant ces modifications devront avoir été, soit soulevés par les PPA, soit mis en relief au cours de l'enquête publique.

Le Président,
Pour le Vice-Président absent,
Par délégation,
Louis-Marie GUETTÉ,
Conseiller Communautaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'LM Guetté', written in a cursive style.

